

Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre

Selbstbestimmung
Notre démocratie directe
est en danger !

4



Initiatives agraires
Deux avis sur les initiatives
concernant l'agriculture.

6



Initiative de limitation
Restreindre l'immigration de
masse

13



Pour que la Suisse reste la Suisse!



*"La fonction de juge dans
les vallées ne peut être
achetée. Elle ne peut en
outre être exercée que par
des Confédérés."*

Le Pacte fédéral, 1291



Hymne à l'autodétermination

Enfant, j'avais toujours une joie particulière de fêter le 1er août. Et pas seulement en raison du délicieux petit pain avec le drapeau suisse, mais aussi des grands feux qui illuminaient l'alpe d'Ueschinen au-dessus de Kandersteg, où nous autres enfants pouvions lancer nos feux d'artifice. Les familles s'asseyaient ensuite pour des meringues à la crème et fêtaient souvent jusqu'à l'aube du jour suivant.

Il s'agit là d'un petit exemple des milliers de manifestations qui seront organisées en Suisse à l'occasion de notre fête nationale. Décentralisées, modestes, sans grandes pompes, mais avec beaucoup de conviction et de fierté pour notre pays unique. La manière dont nous fêtons le 1er août n'est pas due au hasard. Elle correspond à l'idée que nous avons de notre pays, qui se débrouille sans pouvoir politique central. Toutes les décisions importantes appartiennent aux citoyennes et aux citoyens, le paysan de montagne ayant le même pouvoir que le banquier.

Cette autodétermination est la base de la démocratie suisse, unique au monde. Elle a protégé notre pays de la guerre pendant des siècles. Grâce à cette autodétermination, la Suisse s'est hissée parmi les pays les plus prospères du monde, et ce malgré sa pauvreté en matières premières. Conserver cette indépendance dans un monde globalisé requiert force et courage, car la réussite suscite souvent la jalousie.

Gardons une certaine réserve pour être appréciés tout en affirmant nos qualités. En effet, la Suisse ne s'est jamais contentée d'être moyenne, mais a toujours visé le sommet, et ce dans de nombreuses disciplines notamment sportives: tennis, lutte, ski de fond, ski de piste, athlétisme, vélo, hockey sur glace ou tir. Dans de nombreux domaines de la recherche également, en particulier avec les EPF de Zurich et de Lausanne. Sans oublier les domaines économiques où nous excellons, comme l'industrie des machines, l'industrie chimique, la technique médicale, l'industrie alimentaire ou encore les services financiers. On n'oubliera pas le travail hautement qualifié fourni par les milliers de professionnels qui oeuvrent comme maçons, menuisiers, aides médicales, électriciens, agriculteurs, vendeuses ou encore infirmières.

La différence entre la Suisse et les autres pays ne réside pas dans le fait que nous sommes meilleurs en tant qu'individus, mais dans notre démocratie directe, unique en son genre, dans l'autodétermination. Celle-ci nous donne un cadre où le travail, l'initiative individuelle et la responsabilité sont récompensés. Pensons-y le 1er août, lorsque nous chanterons l'hymne national, un hymne à notre autodétermination. Puissent ces notes résonner jusqu'au 25 novembre 2018, date de la prochaine votation sur notre initiative concernant l'autodétermination, afin que nous conservions cette démocratie unique qui est la nôtre.

Albert Rösti

Albert Rösti, conseiller national, président de l'UDC Suisse

Choix réduit, nourriture hors de prix



2x NON
initiatives agricoles extrêmes
initiatives-agricoles-non.ch

Notre démocratie est en danger!

L'initiative pour l'autodétermination, qui sera soumise au vote le 25 novembre, traite la question suivante: Le peuple et les cantons auront-ils toujours le dernier mot dans notre pays ou nous subordonnerons-nous aux traités internationaux et aux juges étrangers ?



*Michaël Buffat, conseiller national,
Directeur de banque (VD)*

Le citoyen est souverain et il décide !

Une des bases du succès de notre pays réside dans la démocratie directe. Le peuple est souverain et il décide ce qu'il juge bon pour lui. Ce principe est actuellement fréquemment attaqué par des politiciens qui refusent d'appliquer la volonté exprimée par le peuple.

Pour beaucoup de ces politiciens, le droit international est à placer au-dessus du droit voulu par les habitants de notre pays. Aujourd'hui, il nous incombe de maintenir notre droit à l'autodétermination et de ne pas l'évincer en faveur des politiques et

des fonctionnaires éloignés des réalités comme nous pouvons l'observer dans de nombreux pays qui nous entourent. Nous avons malheureusement observé ces dernières années, que le Conseil fédéral, les tribunaux ou encore l'administration cherchent à donner une position prépondérante au droit international dans le débat politique. Ces dernières années, nous avons eu toute une série de décisions du peuple qui n'ont pas été respectées avec pour conséquence que, malgré l'acceptation de l'initiative sur l'immigration de masse, nous devons encore subir l'arrivée, chaque année, de 60'000 à 80'000 immigrants supplémentaires. Malgré la votation approuvée sur le renvoi des criminels étrangers, les malfaiteurs étrangers restent et continuent à sévir en Suisse.

Cette initiative remet enfin l'église au milieu du village. Elle obligera les politiciens à appliquer rigoureusement les décisions approuvées par le peuple et les cantons. L'autodétermination est un bien inaliénable, l'abandonner marquerait la fin de notre démocratie en tant que telle. Soutenir cette initiative, c'est soutenir ce qui pour beaucoup de Suissesse et de Suisses va de soi, c'est-à-dire que le peuple et les cantons forment l'organe suprême de notre pays.



*Céline Amaudruz, conseillère nationale
Gestionnaire de fortune (GE)*

Pas de juges étrangers dans nos vallées

Avec l'initiative pour l'autodétermination, nous souhaitons rendre aux citoyens suisses leurs prérogatives démocratiques telles que le prévoit la démocratie directe. Nous estimons que le peuple est digne de confiance et n'a pas à soumettre ses décisions à la Commission européenne ou ailleurs.

Pas de juges étrangers dans nos vallées, voici ce qui guidait nos devanciers aux premiers jours de notre histoire. Hélas, Conseil fédéral et Parlement s'arrangent de plus en plus souvent pour contourner la volonté populaire en lui opposant une myriade de traités, accords et autres conventions. Par ce procédé, les autorités recalent le citoyen au rang de simple administré, montrant ainsi la défiance qu'elles éprouvent envers notre population. Cette lente mais implacable spoliation de nos prérogatives démocratiques doit cesser. En disant oui à notre initiative, ce sont vos propres droits que vous soutenez, ceux qui font de vous un Suisse, une Suissesse libres et responsables et non un sujet corvéable à merci.

L'initiative pour l'autodétermination sera soumise aux urnes le **25 novembre 2018**.

L'UDC luttera seule contre tous, une nouvelle fois. Personne ne sera de trop pour mener campagne. La Suisse libre aura besoin de chacune et de chacun de nous pour que le OUI l'emporte.





**Jean-Luc Addor, conseiller national
Avocat (VS)**

Droit à l'autodétermination pour les Suisses !

Le droit à l'autodétermination... seulement pour les peuples opprimés ? Et

pour nous Suisses ? Construction unique, fruit de l'union d'Etats souverains dans un but commun, la Suisse n'a pu se faire sans que les cantons suisses n'acceptent des limitations de souveraineté. Mais les libertés originelles des cantons subsistent dans des domaines importants : sécurité publique, école, questions religieuses, bref tous ceux qui ne sont pas délégués à la Confédération.

C'est le fédéralisme, synonyme original du principe de proximité, qui nous permet d'adapter au mieux nos lois à la diversité encore très grande de notre pays. Cette diversité, nos identités cantonales, c'est ce que nous voulons préserver de l'implacable centralisation européenne et mondialiste. Nous voulons encore préserver notre démocratie directe, qui nous donne la chance unique au monde de pouvoir expri-

mer notre avis même lorsqu'il déplaît au Gouvernement ou au Parlement. Source de la légitimité de nos lois, elle est garante de l'équilibre entre peuple, gouvernement et Parlement. C'est cela que l'UE, notamment par la multiplication de clauses assimilables à un chèque en blanc, veut mettre hors-jeu. Le vote des Suisses est ainsi foulé aux pieds, y compris sur des questions essentielles pour notre identité et pour notre souveraineté (immigration, expulsion des étrangers criminels), sous prétexte d'un droit décidé par d'autres.

Conserver notre diversité et nos identités cantonales, empêcher qu'on nous prive du droit de décider nous-mêmes de notre destin... N'est-ce pas, pour nous autres Suisses, le premier des droits de l'homme dont on parle tant et dont on veut nous priver ?



Les conseillers nationaux Michaël Buffat, Céline Amaudruz et Jean-Luc Addor, ainsi que de nombreux autres parlementaires UDC, ont pris la parole pour défendre le droit à l'autodétermination du peuple suisse.

2x non aux deux initiatives agricoles extrêmes

J'éprouve au fond de la sympathie pour ces initiatives, car qui peut en effet être contre des aliments sains, produits en respectant l'environnement et les principes de l'équité? Qui peut bien être contre des conditions de travail équitables? Je crois que c'est là en effet le but que nous cherchons à atteindre en politique ainsi que dans la production alimentaire suisse. Des principes qui sont déjà ancrés aujourd'hui dans de nombreuses lois, articles de la Constitution et dispositions légales, qu'il s'agisse du domaine de l'écologie, de celui du bien-être des animaux, de la qualité de l'eau ou de la protection des eaux, sans oublier le droit du travail.



Le consommateur peut parfaitement maîtriser lui-même la situation lorsqu'il s'agit de privilégier des produits équitables et respectueux de l'environnement.

Le peuple veut une production alimentaire suisse, le citoyen soutient l'agriculture suisse. C'est la raison pour laquelle le contre-projet à l'initiative sur la sécurité alimentaire lancée par l'Union suisse des paysans a été accepté l'an passé par 78,7 % des voix, un record.

On a déjà voté à ce propos

Deux points de l'initiative pour des aliments équitables ont été repris dans le contre-projet à l'initiative sur la sécurité alimentaire de l'Union suisse des paysans, quoiqu'en des termes différents. D'une part, la Confédération crée à la lettre d «des conditions pour des relations commerciales transfrontalières qui contribuent au développement durable de l'agriculture et du secteur agroalimentaire.» Cette disposition se base sur l'initiative pour des aliments équitables. D'autre part, la lettre e du contre-projet

à l'initiative sur la sécurité alimentaire stipule que la Confédération crée «des conditions pour une utilisation des denrées alimentaires qui préservent les ressources naturelles.» Cela fait également partie de l'initiative pour des aliments équitables. Ces contenus ont été acceptés et déjà approuvés par le peuple. En d'autres termes, la principale préoccupation de cette initiative est déjà ancrée dans la Constitution et ne doit donc pas l'être à nouveau.

Encore plus de bureaucratie et de contrôles

Selon les initiants, la Confédération peut favoriser à la frontière des produits issus du commerce équitable, et ce, via des contingents et des droits de douane. Mais qui fournit à la Confédération les informations concernant les produits qui correspondent aux exigences des

standards suisses? Et pour les produits manufacturés, la chose devient encore plus compliquée. Nous devrions en effet mettre en place une véritable bureaucratie chargée d'un contrôle qui devrait se faire quasiment à l'échelle mondiale pour pouvoir garantir le tout. La Suisse deviendrait ainsi le gendarme mondial pour les questions de qualité des aliments. Il faudrait donc mettre en place un immense appareil de contrôle, avec toutes les conséquences financières que cela aurait pour les consommateurs.

Miser sur des produits suisses

Le consommateur peut parfaitement maîtriser lui-même la situation lorsqu'il s'agit de privilégier des produits équitables et d'acheter des produits respectueux de l'environnement. Misons tout simplement sur des produits suisses. C'est en achetant des produits alimentaires fabriqués en Suisse que nous respectons au mieux les principes écologiques. Et comme nous avons l'une des législations les plus sévères au monde, pour ne pas dire la plus sévère, concernant la protection des animaux, le consommateur peut soutenir activement le bien-être des animaux en misant sur des produits suisses. Nous n'avons pas besoin de dispositions supplémentaires dans la Constitution. Il convient donc, pour toutes ces raisons, de rejeter ces deux initiatives.

Marcel Dettling
conseiller national
Oberiberg (SZ)



Séparer le bon grain de l'ivraie

En septembre prochain le peuple suisse devra se prononcer sur deux nouvelles initiatives concernant l'agriculture. Si l'on peut se réjouir que les enjeux agricoles soient sur le devant de la scène, il faut se veiller des effets pervers que certaines propositions peuvent produire. En clair, il faudra bien séparer le bon grain de l'ivraie.

Initiative « Fair-Food » : déloyale et inéquitable

L'initiative « Fair-Food », lancée par Les Verts, demande de réglementer encore plus strictement la production et la vente de denrées alimentaires, sans faire de différence entre les produits suisses ou étrangers. Ces prescriptions nouvelles et supplémentaires exigées par l'initiative restreignent le libre choix des consommateurs et interdisent l'importation de denrées alimentaires qui ne correspondent pas à la vision des initiants.

De « bonnes » conditions ne signifient pas aux « mêmes » conditions

Cette initiative doit être rejetée car elle vise à placer les producteurs étrangers aux mêmes standards que les producteurs suisses ! Son acceptation aboutirait à un cloisonnement extrême du marché et menacerait des accords commerciaux. S'il est incontestable que les denrées alimentaires que nous importons doivent être produites dans de bonnes conditions, il est par contre inimaginable de penser qu'elles peuvent l'être dans les mêmes conditions. Tous les coûts de production sont nettement plus bas à l'étranger (salaires, prix du terrain, prix des constructions, etc.). Pour la production suisse, la concurrence des prix et des coûts de production sera déloyale. De plus, imposer des normes suisses à l'étranger sera difficilement possible et surtout incontrôlable.

Refuser de payer une bureaucratie monstrueuse

Un des nombreux effets pervers de cette initiative pour l'agriculture et pour les consommateurs suisses sera l'équivalence des exigences qui exclura toute différenciation des produits suisses par rapport à ceux qui sont importés. La mise en œuvre de ce principe d'équivalence induira une bureaucratie monstrueuse de contrôle qui sera à la charge du consommateur. Cette initiative est dangereuse en Suisse et contre-productive à l'étranger. Un non s'impose.

Pour la souveraineté alimentaire. L'agriculture nous concerne tous

Cette deuxième initiative demande plus de transparence, un meilleur étiquetage des produits et la possibilité de taxer, au besoin, les produits importés qui ne respecteraient pas les normes écologiques et sociales édictées en Suisse.

Protéger nos terres, favoriser la relève

Elle exige des mécanismes qui permettent aux acteurs d'une filière de définir, à forces égales, des prix qui permettent à chaque échelon de la chaîne alimentaire de couvrir ses coûts. Rappelons que la Suisse vit sous un régime d'oligopole où deux grands distributeurs maîtrisent près de 80% du commerce de détail. Depuis une quinzaine d'années, le nombre de transformateurs a fondu. Ainsi, il est im-

possible pour les paysans de se trouver dans une position de négociation. Enfin, elle souhaite protéger les terres agricoles et développer des mesures proactives pour favoriser l'installation des jeunes dans l'agriculture.

Cette initiative met la pression sur le Conseil fédéral pour que son nouveau rapport intitulé « Vue d'ensemble du développement à moyen terme de la politique agricole », que le Conseil national lui a séchement retourné, au demeurant, respecte mieux la volonté populaire qui demande que les agriculteurs suisses soient les acteurs principaux de notre souveraineté alimentaire.

Si, aux yeux des parlementaires UDC, l'initiative « Fair-Food » doit être clairement rejetée, celle pour la souveraineté alimentaire a suscité plus de débats internes. Finalement, il appartiendra aux délégués de l'UDC Suisse qui se réuniront le 25 août prochain de séparer le bon grain de l'ivraie en déterminant le mot d'ordre du parti sur ces deux initiatives qui représentent des enjeux centraux pour l'avenir de l'agriculture suisse.

*Jean-Pierre Grin
conseiller national
Pomy (VD)*



Les délégués de l'UDC seront invités à déterminer le mot d'ordre du parti sur ces deux initiatives lors de l'Assemblée des délégués du 25 août prochain.



L'Union européenne se montre de plus en plus agressive avec la Suisse. Alors que plus de 300'000 frontaliers travaillent en Suisse, l'UE exige désormais que notre pays paie aussi en cas de chômage de ces derniers.

L'argent du chômage pour les frontaliers: NON aux diktats de l'UE

L'UE décide et la Suisse obéit sans un mot? Le 21 juin 2018, les ministres des affaires sociales de l'UE ont décidé de changer les règles des versements des indemnités de chômage aux frontaliers. A l'avenir, les prestations ne seront plus versées par l'Etat du domicile du frontalier, mais par celui où le chômeur a travaillé. La nouvelle ordonnance doit encore être approuvée par le Parlement européen, ce qui ne semble toutefois être qu'une pure formalité.

par Marco Chiesa, conseiller national, Lugano (TI)

Si la nouvelle réglementation était introduite en Suisse, nous devrions immédiatement assumer la pleine et entière responsabilité financière pour chaque frontalier

employé dans notre pays et qui a perdu son travail. Compte tenu de la libre circulation des personnes, nous avons accueilli entretemps pas moins de 320'000 frontaliers. La nouvelle rég-

lementation va bien au-delà de ce qui était prévu à l'époque. Aujourd'hui, l'assurance chômage suisse ne doit verser l'indemnité de chômage que pendant les trois à cinq premiers

« Nous avons accueilli
entretemps pas moins
de 320'000 frontaliers. »

mois. Le montant des prestations est basé sur les taux pratiqués dans l'Etat de résidence. Passé ce délai, c'est ce dernier qui est responsable.

Des coûts supplémentaires estimés à plusieurs centaines de millions

Selon les estimations du Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM), ce changement de paradigme nous coûterait plusieurs centaines de millions de francs par année. Certains experts estiment même que ce montant pourrait avoisiner le milliard de francs.

Le Conseil fédéral a confirmé que la modification souhaitée par l'UE entraînerait une révision de l'accord sur la libre circulation. Le Conseil fédéral indique toutefois également que la Suisse n'est pas contrainte de reprendre la nouvelle réglementation.

Une adaptation de l'accord sur la libre circulation et de ses annexes serait soumise, selon l'ampleur du changement, à l'approbation du Conseil fédéral ou du Parlement au niveau national.

Un gouvernement sans ressort, un Parlement ébranlé

La réponse du gouvernement suisse peut paraître rassurante aux yeux des personnes inexpérimentées en politique. Mais celui qui connaît notre Conseil fédéral et notre Parlement ne se laissera pas pour autant tranquilliser par ces belles paroles. Nous avons en effet bien trop souvent dû constater comment ces derniers réagissent

« Nous devrions immédiatement assumer la pleine et entière responsabilité financière pour chaque frontalier employé dans notre pays. »

lorsque l'UE met la pression. Et nous avons également dû souvent observer à quel point les intérêts de l'UE surpassaient sans scrupule les intérêts des citoyennes et des citoyens suisses.

En tant que Tessinois, on songe inévitablement à la stricte priorité de la main-d'œuvre indigène et au contrôle de l'immigration, comme elles ont été acceptées par le peuple et les cantons



Ce nouveau diktat de l'UE nous coûterait plusieurs centaines de millions de francs par année, voire un milliard de francs. Il faut dire Non !

et comme la Constitution fédérale l'exige, mais qui n'ont pas encore été mises en œuvre à ce jour.

Nos autorités et notre législateur sont très rapides lorsqu'il s'agit de suivre les règles et les lois de l'Union européenne. Ce qui n'est pas surprenant.

Nous savons tous qu'il existe dans notre pays de nombreuses personnes et organisations qui travaillent d'arrache-pied pour que le droit international soit automatiquement repris dans notre législation. Les mêmes milieux aimeraient bien passer la muselière au peuple suisse afin qu'il ne soit pas enclin une fois de plus, avec ses «mauvaises» décisions, à s'immiscer dans la politique de l'élite.

L'UDC agit

L'UDC a décidé, en ce qui concerne la question de l'indemnité chômage pour les frontaliers, d'agir avec détermination. Il est prévu de faire passer, via les cantons, un message clair à Berne. Des interventions et des initiatives exigeant le maintien des règles existantes et la défense de nos intérêts ont d'ores et déjà été transmises aux différents parlements cantonaux.

Nous ne voulons suivre aucun ordre du Parlement européen qui nous coûterait beaucoup d'argent. Nous voulons protéger la Suisse en tant que nation libre et souveraine.

*Marco Chiesa,
conseiller national
Lugano (TI)*



Connaissez-vous une autre marque offrant autant de sécurité sans supplément de prix?

Tout compris

Traction intégrale symétrique

Moteur Boxer

Système d'aide à la conduite EyeSight¹

Advanced Safety Package²

Lineartronic



New: Subaru XV 4x4 à partir de Fr. 25'750.-.

Modèle présenté: Subaru XV 2.0i AWD Luxury, Lineartronic, 5 portes, 156 ch, catégorie de rendement énergétique G, CO₂ 159 g/km (37 g/km*), consommation mixte 7,0 l/100 km, Fr. 36'300.- (peinture métallisée comprise). Subaru XV 1.6i AWD Advantage, Lineartronic, 5 portes, 114 ch, catégorie de rendement énergétique F, CO₂ 145 g/km (34 g/km*), consommation mixte 6,4 l/100 km, Fr. 25'750.- (en couleur Pure Red, Cool Grey Khaki ou Sunshine Orange). Moyenne de toutes les voitures neuves vendues en Suisse (toutes les marques): CO₂ 133 g/km. *Émissions de CO₂ liées à la fourniture de carburant et/ou d'électricité. ¹Régulateur de vitesse adaptatif, alerte de dérive avec correction automatique de la trajectoire, assistant de maintien de la trajectoire, assistant freinage d'urgence, assistants protection anticollision et au démarrage. ²Avertisseur d'angle mort, avertisseur de trafic transversal en marche arrière, assistant de feux de route, rétroviseur intérieur anti-éblouissement automatique; dans les modèles Swiss Plus et Luxury.



SUBARU

Confidence in Motion

subaru.ch

SUBARU Suisse SA, 5745 Safenwil, tél. 062 788 89 00. Concessionnaires Subaru: env. 200. multilease.ch. Prix nets conseillés sans engagement, TVA de 7,7% comprise. Sous réserve de modifications de prix.

Combattre les abus sociaux

La Suisse va bien. Le système social doit aider les personnes faibles. Cela étant, plus nos institutions sociales sont organisées et plus les prestations servies sont élevées, et plus l'incitation à en abuser est forte. Les milieux de gauche veulent pourtant empêcher les contrôles, qui sont censés faire en sorte que les prestations sociales ne soient justement pas obtenues de manière abusive.

En tant qu'entrepreneure, j'ai pu voir très souvent que des collaborateurs démissionnaient sans raison, qu'ils vivaient de l'assurance chômage pendant un certain temps et se faisaient payer de bonnes formations continues. Et il arrive de plus en plus souvent que des personnes à la recherche d'un emploi provoquent leur non embauche en se présentant avec des prétentions exagérées. Sans aucune conséquence pour eux, car ils ont, sur le papier, rempli les conditions définies par l'ORP. Et, pour des questions de protection des données, on ne peut pas dénoncer à l'ORP une personne qui, selon toute évidence, n'est pas intéressée à travailler.

Terminus pour l'assurance invalidité

Un autre phénomène préoccupant est le fait que, depuis quelques années, de plus en plus de jeunes gens et de malades psychiques perçoivent une rente AI. Ceci est un problème pour deux raisons. Premièrement, une maladie psychique est beaucoup plus difficile à prouver objectivement qu'une affection physique. Deuxièmement, une étude menée actuellement par l'Office fédéral des assurances sociales montre qu'il y a beaucoup moins de chance de réinsertion dans le monde du travail pour une personne qui souffre d'une maladie psychique que pour celle atteinte d'un handicap physique. Les jeunes gens qui touchent une rente AI en raison d'une maladie psychique présentent donc un risque important de rester



Il doit être possible de vérifier qui bénéficie des prestations de l'État.

dépendants de l'assurance invalidité jusque tard dans leur vie. Et s'il y a de plus en plus de jeunes rentiers AI qui touchent une rente sur des périodes toujours plus longues en raison d'affections qui peuvent très bien être feintes, alors les coûts explosent.

Possibilité de contrôle: un must

En tant que cheffe, l'un de mes plus gros défis est de trouver le bon mélange de confiance envers mes collaborateurs et l'indispensable contrôle sur ces derniers. A quoi cela me servirait-il de miser uniquement sur la confiance? Si je passais mon temps à scruter les moindres faits et gestes de mes collaborateurs, est-ce que cela contribuerait à augmenter leur productivité? Tout comme pour notre système social, il faut, ici aussi, trouver le bon équilibre. Celui qui bénéficie des prestations sociales ne doit pas être surveillé

jour et nuit. Il doit néanmoins accepter, comme cela va de soi pour n'importe quel employé, d'être contrôlé de temps à autre, afin de voir s'il remplit vraiment les conditions d'obtention des prestations sociales. Si, dans notre Etat social, les abus ne peuvent pas être dévoilés et poursuivis, alors les coûts ne peuvent qu'augmenter de manière incontrôlée. Et ce sera, comme toujours, à la classe moyenne d'en payer le prix. Pour l'éviter, la loi sur les détectives sociaux, qui passera devant le peuple en novembre, est un pas dans la bonne direction.

*Diana Gutjahr
Conseillère nationale
Amriswil (TG)*



Retroussons nos manches pour renforcer la Suisse !

Les contre-performances électorales de ces derniers mois sont l'occasion pour nous, les membres de l'UDC, de sortir de notre zone de confort afin de faire face à l'adversité avec détermination et innovation. En aucun cas, cette situation ne doit nous amener au défaitisme ! Bien au contraire, c'est dans l'adversité que chacun peut prouver sa valeur et la Suisse a besoin que nous relevions ce défi avec succès.



L'UDC doit, à l'image de ces lutteurs, retrousser ses manches et se battre encore davantage en faveur de la volonté des Suissesses et des Suisses.

La pause estivale, couplée à la proximité de notre fête nationale, est pour moi l'occasion de faire le point avec vous : membres, sympathisants, amis et électeurs de l'UDC. Lors de mes nombreuses visites au sein des sections locales, régionales et cantonales, vous avez été nombreuses et nombreux à m'interpeller sur nos récents résultats électoraux. Certains exprimaient des inquiétudes quant à quelques contre-performances, d'autres des idées innovantes pour valoriser notre future politique.

Sortir de notre zone de confort

Depuis le début des années 2000, l'UDC a fortement progressé en Suisse romande, à tous les niveaux, et l'élection du premier conseiller fédéral UDC romand en 2015 marque la fin d'une étape. Désormais, nous devons envisager les années futures de manière innovante et originale car notre progression

électorale en dépendra. L'adversité à laquelle nous faisons face nous oblige à sortir de notre zone de confort, faute de quoi nous risquons de régresser. Sortir de sa zone de confort veut dire aller à la rencontre de ces Suissesses et de ces Suisses que nous n'avons pas encore vus. Sortir de sa zone de confort veut dire se confronter à la réalité quotidienne de milliers de nos concitoyennes et concitoyens qui ont des choses à nous dire sur l'avenir de notre pays. Sortir de notre zone de confort exige de nous courage et innovation dans notre volonté d'aller vers la population. Il faut aller dans les quartiers difficiles, il faut faire preuve d'originalité dans la manière de capter l'intérêt des gens.

Pour une Suisse forte !

Souvent, j'entends dire qu'il est plus difficile d'être accepté en tant qu'UDC, que les sujets que nous abordons comme les abus de l'asile,

l'immigration massive et la sécurité de nos frontières sont difficiles. Je vais être franche ! C'est vrai, nos sujets sont difficiles car les sujets faciles sont déjà accaparés par les autres partis. A l'UDC, nous avons construit notre succès parce que nous avons eu le courage de prendre en main les sujets tabous. Et nous avons le soutien du peuple silencieux. Les Suisses ont soutenu le renvoi des criminels étrangers, l'interdiction des minarets et le frein à l'immigration de masse.

L'UDC lutte comme nul autre parti pour une Suisse forte et c'est exactement pour ça que nous avons du succès dans les urnes. Les gens nous font confiance car nous avons le courage de nos opinions.

A quelques jours du 1er août et à un an des élections fédérales, je veux vous dire que je suis déterminée comme jamais auparavant à me battre en faveur d'une Suisse forte. Ensemble, prouvons que la Suisse est plus importante que les résultats en demi-teintes des récentes élections cantonales. Nos adversaires pensent nous avoir moralement abattu alors qu'ils ont en réalité planté en nous la petite graine du dépassement de soi et du courage de retrousser nos manches encore plus qu'avant pour renforcer la Suisse.

*Céline Amaudruz
conseillère nationale
Genève (GE)*



Limiter l'immigration de masse!

L'immigration ne faiblit pas, et ce malgré l'initiative contre l'immigration de masse que nous avons acceptée. Les parlementaires fédéraux continuent à fermer les yeux sur les impacts négatifs de la libre circulation des personnes. Nos concitoyennes et concitoyens comprennent toutefois bien mieux les problèmes que cette libre circulation entraîne en Suisse et considèrent que le besoin d'agir est toujours bien là. L'initiative sur la limitation de l'UDC prend ce problème à bras le corps.

Ce faisant l'auteur d'une violation de la Constitution inédite à ce jour, le Parlement a refusé de mettre en œuvre l'initiative de l'UDC contre l'immigration de masse, initiative qui a pourtant été acceptée par le peuple et les cantons le 9 février 2014.

Au lieu de cela, l'immigration se poursuit dans notre pays, les contingents, les maxima et la préférence indigène restant de vains mots, ce qui montre bien que les «représentants du peuple» n'ont mis en œuvre aucune des demandes formulées par le peuple suisse. Mais ce n'est pas tout, c'est même le contraire qui se passe: la «préférence indigène light» dans le contexte de la mise au concours de postes n'est rien d'autre qu'un monstre bureaucratique, néfaste pour l'économie, d'une préférence donnée aux chômeurs, susceptible d'intéresser également tous les candidats de l'espace UE.

L'immigration de masse nous coûte beaucoup d'argent

Depuis 2007, ce ne sont pas moins de 800'000 personnes (chiffre net) qui ont immigré en Suisse. Et cette immigration se poursuit. Les conséquences en sont une pression toujours plus forte sur les travailleurs indigènes, le bétonnage intensif de nos paysages, la surcharge des infrastructures routières et ferroviaires, ainsi que des institutions de la santé et de la formation. Bref, l'immigration de masse pèse toujours plus sur notre qualité de vie.



Depuis 2007, ce ne sont pas moins de 800'000 personnes (chiffre net) qui ont immigré en Suisse.

L'immigration de masse est encore et toujours un problème urgent

L'UDC ne voulait plus l'accepter dans l'intérêt des citoyennes et des citoyens de notre pays. Elle a donc récolté des signatures pour une initiative sur la limitation de l'immigration, signatures dont elle a obtenu un nombre record. Voilà qui montre à quel point cette immigration de masse qui ne faiblit pas préoccupe encore et toujours nos concitoyens. Nombre d'entre eux craignent pour leur emploi, car de plus en plus de jeunes travailleurs étrangers, bon marché, viennent occuper le marché du travail, menaçant ainsi surtout les travailleurs dans la cinquantaine.

L'initiative sur la limitation crée des conditions claires

L'initiative sur la limitation lancée par l'UDC exige que la libre circulation des personnes soit renégociée avec l'UE, tout comme le prévoit

l'accord en cas de déséquilibre en défaveur d'un partenaire contractuel. Si l'on ne parvient pas à un consensus dans un délai d'un an, la libre circulation des personnes doit être dénoncée. La prophétie selon laquelle l'UE pourrait résilier les accords bilatéraux en guise de représailles relève du pur catastrophisme. Car, premièrement, il s'agit uniquement de six accords des Bilatérales I et non pas des plus de cent accords bilatéraux négociés avec l'UE. Et deuxièmement, l'UE profite tellement des Bilatérales I qu'elle ne veut pas perdre l'un de ses meilleurs clients ou empêcher l'axe routier nord-sud.

*Michaël Buffat
conseiller national
Vuarrens (VD)*



L'UDC écoute et travaille !

Dans la perspective des élections nationales de 2019, Albert Rösti visite tous les cantons de Suisse sur le Tour des Cantons. Outre la direction du parti, les élus cantonaux et communaux sont représentés à "L'UDC proche de vous". Saisissez l'occasion et discutez avec les conseillers nationaux, les conseillers cantonaux et gouvernementaux ou les maires. L'UDC est présente avec les gens et à l'écoute. Venez nous rendre visite lors de l'une des prochaines manifestations, par exemple le 22 août dans les cantons de Berne et de Lucerne ou le 4 septembre dans le canton d'Obwald.

Restez informés sur le Tour des Cantons via www.udc.ch/tour-des-cantons/

Le 8 juin 2018, Saint-Gall SG, Marktplatz



Le 26 juin 2018, Urnasch AR, Schwägälp



Le 5 juillet 2018, Köniz BE, Blauäcker devant le Café Scherz



Le 3 juillet 2018, Zug ZG, Bundesplatz

Le 4 juillet 2018, Aadorf TG, salle communautaire



Les prochaines dates

Berne, le 22 août,
de 10h00 à 12h00

Lucerne, le 22 août,
de 16h00 à 18h00

Obwald, le 4 septembre,
de 15h00 à 17h00

Zurich, le 5 septembre,
de 10h00 à 12h00

Zurich, le 5 September,
de 15h30 à 17h30



**Albert Rösti se réjouit de vous rencontrer personnellement au Tour des Cantons UDC !
Venez nombreuses et nombreux !
Pour plus d'informations contacter : gs@svp.ch**

PUBLICITÉ



**Petit polyvalent pour
grandes exigences**



CHF 14'950.-

**DFSK au salon
Utilexpo à Genève du
11 au 13 octobre 2018**

C35 Fourgon
*Prix hors 7,7% TVA, PVC
WWW.DFSK.SWISS



dietschi
PRINT&DESIGN OLTEN



MARKUS REZZONICO
SVP-Delegierter Kanton Solothurn
AUNS-Mitglied

Mobile: 079 332 61 61
markus.rezzonico@dietschi.ch

DIETSCHI PRINT&DESIGN AG

Ziegelfeldstrasse 60 4601 Olten T 062 205 75 75
www.dietschi-pd.ch

IMPRESSUM

FRANC-PARLER est une publication de l'Union démocratique du centre UDC | Tirage: 5'500 | Éditeur et rédaction: Stiftung SVP-Par-tei-zeitung, Secrétariat général | Case postale | 3001 Berne | Tél.: 031 300 58 58 | Fax: 031 300 58 59 | franc-parler@udc.ch | www.udc.ch | Rédaction: Patrice Piquerez | Crédit images: Schweizer Parlament, www.maxpixel.net, Wikipedia, www.maxpixel.net, www.1zoom.me, UDC Suisse



Pour le 1^{er} août

Notre Constitution voulue par le peuple pour le peuple est notre bien le plus précieux



Lorsque j'étais enfant je me réjouissais tout particulièrement de la Fête nationale – non seulement à cause des bons petits pains piqués d'un drapeau suisse, mais aussi pour voir les feux de montagne sur l'alpe d'Ueschinen au-dessus de Kandersteg où nous autres enfants pouvions faire partir nos feux d'artifice. C'est là un petit exemple parmi des milliers d'autres célébrations qui marquent la Fête nationale. Une fête décentralisée, modeste, sans tambour, ni trompette, mais animée de passion et d'une grande fierté d'appartenir à un pays exceptionnel. La manière dont nous célébrons notre Fête nationale n'est pas due au hasard. Elle correspond parfaitement à la conception que nous avons de notre pays dépourvu d'un pouvoir politique central et unique. Un pays où le faible a la même influence politique que le fort, comme l'exprime d'ailleurs très bien le préambule de la Constitution fédérale:

***«...sachant que seul est libre qui use de sa liberté
et que la force de la communauté se mesure au
bien-être du plus faible de ses membres...»***

Dans notre pays, toutes les décisions importantes sont prises par les citoyennes et les citoyens. L'armailli et le manager universitaire ont le même pouvoir. Ce droit de l'autodétermination est à la base de la démocratie directe suisse, un régime unique au monde. C'est grâce à l'autodétermination que la Suisse pourtant pauvre en matières premières est devenue une des nations les plus prospères du monde. Conserver cet avantage dans un monde globalisé exige du courage et de la force, car le succès appelle aussi des jalousies. Pensons-y quand nous chanterons à pleins poumons notre hymne national le 1^{er} août prochain: la Constitution fédérale voulue par nous-mêmes est la source suprême de notre droit. Les décisions prises par le peuple nous ont apporté prospérité, liberté et paix. Veillons donc à sauvegarder durablement notre démocratie suisse qui est unique au monde.

Je vous souhaite une magnifique fête du 1^{er} août.

Albert Rösti

Albert Rösti
Président de l'UDC Suisse

